

DE NOUVEAU LE FRONT UNIQUE "SANS EPINE DORSALE".

L'ineffable article intitulé "Front Unique contre De Gaulle" qui peut se résumer ainsi "Pour le F.U., adhérez au P.C.I." n'aurait pu être qu'une erreur, assez tristement semblable à celle de la C.G.T. proposant aux autres syndicats l'unité d'action .. dans la C.G.T. Mais, hélas, cette erreur est reprise avec enthousiasme par le B.P. Dans son ardeur, le B.P. brule d'ailleurs ce qu'il a adoré. Combien de fois nous a-t-on expliqué doctoralement que le F.U. s'entend de la base au sommet. Le B.P. nous dit : "Le F.U. dans l'entreprise et dans les quartiers". Ce n'est point là le F.U. mais l'unité d'action à l'échelle locale, la seule que nous croyons possible aujourd'hui.

Il est d'ailleurs inutile de s'appesantir sur ce point de détail, étant donné qu'en contre-partie, dans un autre article, on nous dit avoir écrit aux directions des organisations ouvrières (nous aurions aimé savoir lesquelles). Nous disons que le B.P. renouvelle l'erreur de la "Vérité" 222. Il explique en effet que le F.U. doit être préparé et organisé par une nouvelle direction laquelle ne peut être que le P.C.I. et appelle en conséquence les ouvriers à nous rejoindre. Bien que cette faute tactique suffise à nous faire apparaître comme des phrasocurs aux yeux de la classe ouvrière, il y a plus grave encore. Le rapport moral de la majorité au 5ème congrès reconnaissait que l'épine dorsale du F.U. était un programme d'action précis. La résolution du 6ème Plenum du C.E.I. spécifie expressément que l'agitation pour le F.U. doit être faite autour d'un programme de transition capable d'inspirer confiance aux masses. Or, de tout cela, rien dans la résolution du B.P., pas un mot d'ordre revendicatif. Le B.P. propose uniquement aux organisations ouvrières de se défendre contre le gaullisme en spécifiant très vaguement qu'il faut pour cela lutter pour le socialisme.

Les mois qui ont suivi "le congrès du F.U." n'avaient pas permis à la direction de trouver une justification concrète de cette politique. Le vote des lois superaccélérateurs est venu à point pour redonner un regain de vigueur à cette orientation qui menaçait de succomber. La question qui se pose est cependant la suivante : quelle action d'ensemble est-il possible de proposer aux sommets et à la base des organisations traitres pour réaliser le F.U. ? Nous n'en voyons pas qui puisse être commune à tous ces partis. Pensons-nous, par ce moyen fournir la preuve que le P.C.F. ou la S.F.I.O. ne veulent pas de la grève générale, par exemple ? Benoit FRACHON nous l'a clairement indiqué lui-même dans sa lettre aux ouvriers de Chénard et Walcker. Le seul résultat certain de cette tactique sera de laisser croire à certains ouvriers que nous-mêmes n'avons pas renoncé à l'espoir de voir un jour le P.C.F. revenir à une politique révolutionnaire.

Or, s'il faut résolument combattre de telles illusions, il faut aussi le faire avec des arguments qui puissent porter, c'est-à-dire en ne prêtant pas aux staliniens la volonté (qu'ils n'ont plus) de revenir siéger en minorité dans un gouvernement bourgeois du type tripartite. Le P.C.F. n'a pas été sans voir l'évolution qui s'est accomplie dans le monde et en France depuis 1945-46. Alors un espoir de voir la France s'allier au bloc oriental où tout au moins jouer à l'indépendance n'était pas dénué de tout fondement. Aujourd'hui, il n'en reste rien. Leur politique consiste donc à faire échec au plan MARSHALL de l'extérieur, à mener des grèves partielles dans les secteurs décisifs pour perpétuer le climat d'insécurité susceptible de décourager la bonne volonté des bailleurs de fonds américains et montrant à la classe ouvrière qu'elle a nécessairement besoin de l'U.R.S.S. pour triompher dans son combat avec la bourgeoisie. Le mot d'ordre de gouvernement démocratique est aujourd'hui purement propagandiste, et d'ailleurs les conditions posées par les staliniens à sa constitution (programme de Genevilliers) montrent bien qu'ils ne se font pas d'illusions sur ses chances de succès à l'heure actuelle.